

Argumentaire axe 3 (Projet la vie après la mine : solidarités sociabilités et gouvernance)

L'étude pluridisciplinaire des villes en déclin constitue actuellement un champ de recherche international foisonnant. En effet, et malgré la poursuite du processus d'urbanisation à l'échelle mondiale, un nombre croissant de villes sont aujourd'hui considérées comme en déclin. Même si leur distribution reste inégale (selon un rapport récent d'UN-Habitat, 40% des villes de plus de 100 000 habitats situées au Nord déclinent contre 10% au Sud, principalement en Asie et en Amérique Latine), les dynamiques de déclin urbain constituent désormais un phénomène global, de surcroît sans doute appelé à s'accélérer dans un avenir proche (Moreno, 2008). Il convient préalablement d'évoquer brièvement le débat actuel sur la définition du déclin urbain : certains chercheurs considèrent que la décroissance démographique constitue l'unique indicateur du déclin urbain, tandis que d'autres le définissent comme un ensemble multidimensionnel de processus démographiques (par exemple, le vieillissement ou le déficit migratoire), socio-économiques (la récession de l'économie urbaine, la montée du chômage, la paupérisation de la population), géographiques (le déclin se joue à l'échelle communale, métropolitaine, voire à celle de la « cité-région ») et physiques (le délabrement et l'abandon des équipements publics et industriels, des infrastructures, des logements et des espaces publics). Selon ces derniers chercheurs, ces différents processus en interactions constituent les symptômes d'une crise urbaine structurelle (Audirac, 2014). C'est cette deuxième définition que nous retiendrons dans le cadre de ce projet.

L'axe concerné par l'appel à candidature est relatif à la gouvernance et l'action sociale de l'Etat et les pouvoirs locaux et municipaux dans un contexte de ville en déclin. Notre choix s'est porté sur les deux villes de Jerada et Youssoufia.

Au niveau de la gouvernance locale, le désengagement progressif des opérateurs miniers depuis une quinzaine d'années a entraîné une recomposition du pouvoir urbain caractérisée notamment par la montée en puissance de certains acteurs (municipalité, associations etc.). Il conviendra dès lors d'analyser l'« épaisseur » du paysage institutionnel des villes minières face à la crise afin de mettre en lumière la stratégie de développement poursuivie. Comment le (re)développement des villes minières est-il négocié et mis en œuvre ? Quels acteurs sont impliqués, quels conflits et quelles alliances modèlent la stratégie de développement local ?

Par ailleurs, toujours au niveau politique, l'action sociale touche différents acteurs (municipalité, départements ministériels, entreprises privées, associations...). Ne se plaçant pas dans une démarche d'expertise, ce projet ne cherchera pas à évaluer ces actions. En revanche, il vise à les approcher du côté des populations et du pouvoir local. En effet, l'injection massive de ressources financières et symboliques (INDH, produits de l'OCP...) dans des contextes urbains (Jerada et Youssoufia) marqués par la déprise économique prend une importance particulière dans le renforcement des mouvements associatifs locaux et engendrerait des perturbations notables dans le champ politique local. En d'autres termes, comment ces actions ont-elles intégrées dans leur processus de mise en œuvre les institutions, les pratiques informelles et les organisations antérieures des populations ? Comment les populations apprécient-elles ces actions ? A quel type d'organisation ont-elles donné lieu ? Quelles intermédiations entre les autorités de la ville et les populations ? Comment celles-ci évoluent-elles avec les pressions sociales, les conditions posées par certains bailleurs de fonds...? Autant de questions qui ramènent aussi le débat à la reproduction et à la circulation des élites locales dans le contexte des villes intermédiaires en général et plus particulièrement dans celui des villes minières en déclin.